Document generated on 06/28/2025 10:43 p.m.

Port Acadie
Revue interdisciplinaire en études acadiennes
An Interdisciplinary Review in Acadian Studies

Réévaluer la place de l'Aquitaine dans le tourisme de mémoire transatlantique (France, Québec, Acadie) : des voyages des associations de familles-souches aux circuits patrimoniaux

Bernard Cherubini

Number 30, Fall 2016

Patrimoine oral et valorisation à l'ère du numérique (1ère partie)

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1056919ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1056919ar

See table of contents

Publisher(s)

Université Sainte-Anne

ISSN

1498-7651 (print)
1916-7334 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Cherubini, B. (2016). Réévaluer la place de l'Aquitaine dans le tourisme de mémoire transatlantique (France, Québec, Acadie) : des voyages des associations de familles-souches aux circuits patrimoniaux. *Port Acadie*, (30), 33–53. https://doi.org/10.7202/1056919ar

Article abstract

Aquitaine remained marginal to the dynamics of exchanges between France and Quebec, and with Acadia, during the commemorations of the founding of Acadia in 2004 and Quebec in 2008, while the Poitou-Charentes region organized new heritage projects and touristic enhancement of places of memory. However, designing a rural or urban tourist circuit beyond a Royan-Angoulême line has the advantage of opening up a rich debate of exchanges, ideas and confrontations within the professional circles of tourism, heritage and tourism, the inventory of places of memory, little concerned until now by the migrations of families to New France. The city of Bordeaux, however, has just created the "Chemins du Québec à Bordeaux." Possible extensions of these heritage-focused circuits towards Blayais and the Dordogne valley are also envisioned, like those of Béarn, around the baron of Saint-Castin. The engineering of memory trails must be able to take advantage of the impetus provided by family-oriented gatherings, by the development a domestic tourism that taps into memory collection and intangible cultural heritage.

Tous droits réservés © Université Sainte-Anne, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Réévaluer la place de l'Aquitaine dans le tourisme de mémoire transatlantique (France, Québec, Acadie) : des voyages des associations de familles-souches aux circuits patrimoniaux

Bernard Cherubini
Université de Bordeaux

Résumé
L'Aquitaine est restée en retrait de la dynamique des échanges entre la France et le Québec, et avec l'Acadie, lors des commémorations de la fondation de l'Acadie en 2004 et de Québec en 2008, tandis que la région Poitou-Charentes impulsait de nouveaux projets patrimoniaux et de mise en valeur touristique des lieux de mémoire. Concevoir un circuit touristique rural ou urbain au-delà d'une ligne Royan-Angoulême présente toutefois l'avantage d'ouvrir un débat riche d'échanges, d'idées et de confrontations au sein des milieux professionnels du tourisme, du patrimoine et de l'inventaire des lieux de mémoire, peu concernés jusqu'à présent par les migrations des familles souches vers la Nouvelle-France. La ville de Bordeaux vient toutefois de créer les « Chemins du Québec à Bordeaux ». De possibles extensions de ces circuits patrimoniaux en direction du Blayais et de la vallée de la Dordogne sont aussi envisagées, à l'image de ceux du Béarn, autour du baron de Saint-Castin. L'ingénierie des chemins de mémoire doit pouvoir profiter de l'impulsion apportée par les rassemblements de familles-souches, par le développement d'un tourisme domestique intéressé par les collectes de mémoire, du patrimoine culturel immatériel.

Abstract
Aquitaine remained marginal to the dynamics of exchanges between France and Quebec, and with Acadia, during the commemorations of the founding of Acadia in 2004 and Quebec in 2008, while the Poitou-Charentes region organized new heritage projects and touristic enhancement of places of memory. However, designing a rural or urban tourist circuit beyond a Royan-Angoulême line has the advantage of opening up a rich debate of exchanges, ideas and confrontations within the professional circles of tourism, heritage and tourism, the inventory of places of memory, little concerned until now by the migrations of families to New France. The city of Bordeaux, however, has just created the "Chemins du Québec à Bordeaux." Possible extensions of these heritage-focused circuits towards Blayais and the Dordogne valley are also envisioned, like those of Béarn, around the baron of Saint-Castin. The engineering of memory trails must be able to take advantage of the impetus provided by family-oriented gatherings, by the development a domestic tourism that taps into memory collection and intangible cultural heritage.

Mots clés
commémoration, circuits culturels, lieux de mémoire, Nouvelle-France, Acadie, familles-souches, tourisme

Keywords
commemoration, cultural circuits, sites of memory, New France, Acadia, founding families, tourism

Introduction

Les commémorations de la fondation de l'Acadie en 2004 et de Québec en 2008 ont fortement contribué à impulser des projets patrimoniaux et des projets de mise en valeur touristique des lieux de mémoire franco-acadiens et franco-québécois dans la région Poitou-Charentes. Dans le même temps, l'Aquitaine est restée en retrait de cette dynamique d'échange entre la France et le Québec, et avec l'Acadie, même si la ville de Bordeaux est jumelée avec celle de Québec, même si l'Université de Bordeaux a joué un rôle pionnier dans la recherche sur le Canada. Peut-on interpréter cette différence notoire indépendamment de l'importance démographique fortement disproportionnée des flux de migrants, pionniers de la Nouvelle-France, aux XVIIe et XVIIIe siècles, entre ces deux régions ?

La mobilisation des collectivités et des associations locales, des professionnels du tourisme, s'est faite sur d'autres périodes, sur d'autres atouts du patrimoine culturel, historique, architectural, matériel et immatériel, en Aquitaine, construisant ainsi une frontière artificielle entre les deux régions, entre deux historicités de la colonisation de la Nouvelle-France, en accentuant des niveaux de contribution différents aux échanges entre la France, le Québec et l'Acadie. Les associations de familles-souches déploient dans le même temps leurs déplacements, leurs voyages, au-delà de la région Poitou-Charentes, sur la piste de leurs ancêtres. Des travaux récents sur le tourisme de mémoire, en anthropologie du tourisme, en ethnographie historique, en cours et à venir, peuvent nous conduire à réévaluer cette situation paradoxale et pour le moins étonnante, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique. On peut aussi recenser quelques initiatives récentes du côté des professionnels

du tourisme et de la culture qui sont de nature à changer cette vision réductrice de l'apport de l'Aquitaine à une histoire commune des relations entre la France et la Nouvelle-France.

Des initiatives associatives peuvent être à l'origine de la mise en place de nouveaux équipements touristiques (circuits, maisons des ancêtres, évènements annuels, etc.), plus ou moins accompagnés par des subventions publiques, d'origines locales ou nationales. L'imaginaire de la relation au lieu d'origine des familles de pionniers, l'analyse ethnographique des cultes aux ancêtres, le travail de mise en scène de cette mémoire généalogique sont des entrées pertinentes pour ce type d'analyse qui concerne à la fois les collectivités en charge de faire revivre cette histoire locale et parfois très localisée dans un contexte de développement des relations bilatérales entre communes, municipalités, régions ou États[1].

Un double travail d'ethnologie historique centré sur les migrations transatlantiques et d'anthropologie du tourisme centré sur les lieux de mémoire peut permettre d'accroître la lisibilité et la visibilité d'une offre et d'une demande touristique qui intéressent un public de plus en plus friand de recherche généalogique. On retrouve la même dynamique dans les Provinces maritimes, à propos de la culture acadienne, des liens entre histoire et mémoire, des lieux d'histoire et de mémoire, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et sur l'Île-du-Prince-Édouard[2]. Ce qu'il importe de

1 Bernard Cherubini, « La mise en tourisme de la mémoire généalogique : l'inscription territoriale de la migration transatlantique des familles acadiennes en France », dans *Le tourisme de mémoire. Un atout pour les collectivités territoriales ?* sous la direction de Laurent Rieutort et Jacques Spindler, Paris, L'Harmattan – GRALE CNRS, 2015, p. 149-164.

2 Voir dans Patrick Clarke, « "Sur l'Empremier" ou récit et mémoire en Acadie », dans *La question identitaire au Canada francophone : récits, parcours, enjeux, hors-lieux* sous la direction de Jocelyn Létourneau, avec la collaboration de Roger Bernard, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, p. 3-44 ; Anne Gilbert, Michel Bock et Joseph Yvon Thériault (dir.), *Entre lieux et mémoire : l'inscription de la francophonie canadienne dans la durée*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2009, 367 p. ; Bernard Cherubini, « Le génie de la performance familiale : mises en scène locales de la généalogie canadienne et réunionnaise », dans *La généalogie entre science et passion* sous la direction de Tiphaine Barthélémy et Marie-Claude Pingaud, Paris, Éditions du CTHS, 1997, p. 361-376 ;

démontrer ici c'est qu'il existe bien, dans ce type de manifestation, une fusion entre l'identité familiale et l'identité locale qui permet une adhésion immédiate et enthousiaste du public, participants de la communauté locale et public extérieur, une adhésion sans réserve qui permet aux organisateurs de rassemblements de familles-souches et de journées honorifiques spécifiques (anniversaires de paroisses, etc.) de s'appuyer sur un même sens de la communauté et de l'appartenance locale et régionale.

En essayant d'aborder la question d'un élargissement de cet espace acadien en France au niveau de l'Aquitaine, nous sommes confrontés au déficit d'image qui affecte la relation Aquitaine-Bordeaux-Québec-Acadie, à la fois sur le plan historique et patrimonial, dans l'activité des offices de tourisme et autres organismes en charge du tourisme, mais dont bénéficie a contrario la région Poitou-Charentes autour des villes de La Rochelle, Rochefort, Châtellerault ou encore de Brouage[3]. Concevoir un circuit touristique rural ou urbain au-deçà d'une ligne Royan-Angoulême présente toutefois l'avantage d'ouvrir un débat riche d'échanges, d'idées et de confrontations au sein des milieux professionnels du tourisme, du patrimoine et de l'inventaire des lieux de mémoire, peu concernés jusqu'à présent par les migrations des familles souches vers le Nouveau Monde, si ce n'est plus au Sud avec les départs des Basques et des Béarnais vers la Californie ou l'Argentine[4]. Notre propos concernera en premier lieu les démarches initiées au sein de la ville de Bordeaux pour connecter les circuits patrimoniaux en place à un nouveau circuit recentré sur l'épopée de quelques personnages illustres ou bien moins connus

Bernard Cherubini, « Localisme, territoires et dynamiques identitaires », dans *Les entre-lieux de la culture* sous la direction de Laurier Turgeon, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, p. 57-82.

3 Michael Augeron et Dominique Guillemet (dir.), *Champlain ou les portes du Nouveau Monde. Cinq siècles d'échanges entre le Centre-Ouest français et l'Amérique du Nord,* La Crèche, Geste éditions, 2004, 414 p.

4 Ce questionnement sur les lieux de mémoire en Aquitaine fait partie d'un projet de recherche financé par la région Aquitaine (appel à projet recherche CRA 2013) intitulé « Tourisme culturel, tourisme de nature et quête d'authenticité » (resp. B. Cherubini).

au Canada français. Puis nous envisagerons une possible extension de ces circuits patrimoniaux en direction du Blayais et de la vallée de la Dordogne, avant de nous intéresser plus spécifiquement à la présence acadienne à Bordeaux à partir de 1763.

Des « familles souches » et des lieux de mémoire

La recherche de ses ascendants est une activité très prisée dans les familles québécoises et acadiennes car il s'agit de remonter aux lignées pionnières des paroisses qui ont été fondées par l'ancêtre de la famille qui a été le premier à se fixer sur le territoire nord-américain, à se marier et à donner un patronyme à une « famille-souche » qui va se disperser sur plusieurs générations, au gré des alliances de mariage et des événements historiques, comme la Déportation des Acadiens à partir de 1755. Au fil des générations, la « famille-souche » s'agrandit considérablement et les rassemblements organisés par celles qui se sont constitués en associations sont devenus de véritables migrations transcontinentales mais aussi européennes. En effet, la recherche de la terre d'origine des pionniers, de la paroisse de départ de naissance, de mariage, en France ou ailleurs en Europe, puis éventuellement l'édification d'un nouveau « lieu de mémoire » (édification de monuments, inauguration de plaques sur d'anciens bâtiments) consacré à cet ancêtre, font aussi l'objet de déplacements importants des principaux membres de ces familles souches, puis de tous leurs membres au rythme des déplacements touristiques.

La patrimonialisation des sites historiques peut se doubler d'un travail de reconstitution de la mémoire généalogique des familles de migrants, parfois d'une collecte de documents d'archives familiales inconnues des collections officielles de sources archivistiques concernant ces périodes de colonisation, puis de retour des migrants après 1763. C'est en particulier le cas du Musée de l'Acadie à La Chaussée, ouverte en 1984, qui sur certaines plaquettes, comme celle intitulée « Le Loudunais », se présente comme « maison de l'Acadie et du Québec » et propose « un voyage dans le temps au cœur de la fascinante épopée acadienne et québécoise : Elle vous

invite à découvrir l'histoire des familles du Loudunais, parties au XVIIe siècle dont les noms se perpétuent encore à travers les siècles au-delà de l'Atlantique[5]. »

Le tourisme de villégiature occasionné par les rencontres de « familles-souches » en Acadie, au Québec et dans toute l'Amérique du Nord s'étend désormais à la terre des pionniers en France métropolitaine, principalement en Poitou-Charentes, Bretagne, Loire-Atlantique et Normandie. Certaines régions comme le Poitou-Charentes ont su tirer parti de leurs lieux de mémoire (Châtellerault, Brouage, La Rochelle, etc.) pour traduire sous forme de circuits touristiques et patrimoniaux l'intérêt réciproque des populations locales, de part et d'autre de l'Atlantique. Nos travaux sur l'Aquitaine montrent également qu'il existe un travail de mémoire qui peut être porteur pour les acteurs de la filière tourisme qui concerne le Béarn, l'ensemble des Pyrénées-Atlantiques, la Gironde et la Dordogne.

Pour Jean-Marie Fonteneau, ce voyage en France acadienne peut s'achever à Bordeaux, « bien que l'on puisse encore découvrir d'autres hauts lieux d'origine d'illustres personnages, comme le village de Jean-Vincent d'Abbadie à Saint-Castin, près de Pau, ceux des seigneurs de Poutrincourt en pays de Bray ou celui des Boishébert près de Dieppe. Et d'autres encore où vécurent et où vivent toujours des descendants d'Acadiens au Havre, à Cherbourg, à Boulogne… à Paris également…[6] » On ne peut pas accuser l'ancien conservateur de la forteresse de Belle-Ile-en-Mer de chauvinisme mais il nous semble, pour notre part, tout aussi important d'intégrer la région Aquitaine, la région du Grand Sud-Ouest, de Bordeaux au Béarn et au Pays Basque, en passant par la Dordogne, l'Armagnac ou encore le Lot-et-Garonne dans le « fait acadien en France[7] ». L'histoire du

5 Office du tourisme, Syndicat d'Initiative de Loudun, 2008.

6 Jean-Marie Fonteneau, *Les Acadiens. Citoyens de l'Atlantique*, Rennes, Editions Ouest-France, 2001 (1er éd. 1996), p. 473.

7 Bernard Cherubini, « L'Acadie des festivals et des lieux touristiques en France : un regard anthropologique sur un espace identitaire acadien », dans *Le fait acadien en France : histoire et temps présent* sous la direction d'André Magord, La Crèche, Geste éditions/histoire (coédition, Université de Moncton, Institut d'études acadiennes), 2010, p. 167-197.

peuplement de l'Amérique française ne peut faire l'économie de ces zones d'embarquement et de retour de ces pionniers, aristocrates, cultivateurs, pêcheurs, militaires et administrateurs, missionnaires, ecclésiastiques et médecins qui ont pris place dans des convois à destination de l'Acadie, de Terre-Neuve (Plaisance), qui ont marqué de leur empreinte la vie sociale et économique de leur époque.

Citons, en particulier, la trajectoire migratoire de Pierre Detcheverry, né en 1728 à Saint-Jean-de-Luz, qui réside à Louisbourg en 1751 et qui épouse à Petit Degras sur l'Île Royale, vers 1755, Geneviève La Fargue, avant de se fixer à l'Ardoise, puis d'être expulsé en 1758. En 1763, il ira s'établir à Saint-Pierre et Miquelon, et plus précisément à Miquelon qui, en 1767, comptait déjà 551 habitants. En 1778, il est à nouveau expulsé vers la France, arrive à Saint-Servan, puis repart à Miquelon en 1783. Dix ans plus tard, il doit s'enfuir à nouveau vers les Îles de la Madeleine, avant d'être à nouveau expulsé, via Halifax, sur Bordeaux, où il arrive en juillet 1797, sur *Le Washington*, avec sa femme et ses enfants, ainsi que la famille de son frère[8]. On sait aussi que Bordeaux a accueilli des réfugiés acadiens de Saint-Pierre et Miquelon pendant le Consulat et l'Empire[9], que beaucoup de personnages ayant des liens économiques ou familiaux avec la région y sont retournés, s'y sont installés ou y ont fait étape, avant de rejoindre d'autres colonies ou régions françaises. Par exemple, Jean-Baptiste Nicolas Roch de Ramezay (1708-1777), après avoir combattue en Acadie entre 1746 et 1747, s'est installé à Blaye en Gironde, en 1761, avec sa femme, sa fille et son gendre, où il mourut le 7 mai 1777.

Ces quelques détails biographiques montrent qu'il est tout à fait possible de commémorer le rôle d'un même personnage en plusieurs lieux et à différentes époques de cette histoire commune entre la France et le Québec, ou encore entre la France et l'Acadie. Et au nom de quoi faudrait-il y renoncer ? Les associations de familles-souches ont cette capacité à étendre la liste des lieux de

8 Bernard Cherubini, *op. cit.*, p. 191.

9 Voir les travaux du Centre Généalogique du Sud-Ouest à Bordeaux, bulletin n° 6, 1978.

mémoire au gré de leurs découvertes généalogiques mais aussi au gré de leurs intentions d'organiser des voyages sur la terre des ancêtres, dès lors que leurs membres sont suffisamment nombreux pour amortir les frais que ce nouveau pèlerinage occasionne. Les contacts pris localement avec des associations qui participent aux événements programmés au cours de ces voyages (inauguration de monuments, de plaques commémoratives, etc.) déterminent la densité de ces lieux de mémoire sur le territoire français et leur répartition géographique. Des villes accroissent ainsi leurs lieux de mémoire et de commémoration, mais aussi des petits villages qui ignoraient parfois tout de l'importance de certains de leurs aïeux pour l'histoire du peuplement de la Nouvelle-France. Le mécanisme fonctionne pour les départs mais aussi pour les retours.

Comment se déplacer au sein de cette mosaïque de lieux de mémoires et de plaques commémoratives ? Les organisateurs de circuit font une sélection qui permet d'effectuer des déplacements journaliers compatibles avec des distances, avec des états de fatigue supportables pour les touristes-visiteurs, au fil des expériences antérieures et des remarques que ne manquent pas de faire les membres de ces familles-souches à leur retour. Il faut aussi être en capacité de faire varier ces circuits et d'offrir un renouvellement régulier de ces séjours. Cela suppose de veiller à ce que l'offre touristique soit à la hauteur des attentes de ces publics de plus en plus exigeants. À ce niveau, il a paru évident que la diversification des possibilités de séjour ne pouvait passer que par un dialogue construit entre professionnels du tourisme et représentants des familles-souches du Québec et de l'Acadie, par un échange d'idées et de perspectives.

De nouveaux centres d'intérêts touristico-culturels en Aquitaine

L'une des solutions proposées par la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs consiste à créer de nouveaux centres d'intérêts touristico-culturels autour de la réalisation de véritables itinéraires en région construits autour de

personnages majeurs dans l'histoire de la Nouvelle-France mais aussi des ancêtres, pionniers et fondateurs de familles souches dont on a pu identifier les lieux de baptêmes, de mariage, de passages pour des embarquements ou des retours vers la Nouvelle-France ou la France[10]. Le travail entrepris par les membres de l'Association France-Québec à partir de 2001 aboutit pour la seule région Aquitaine à un nombre de départs de 611 personnages partis pour la Nouvelle-France : 198 de la Gironde, 190 des Pyrénées-Atlantiques, 101 de la Dordogne, 85 du Lot-et-Garonne, 37 des Landes, dont 78 soldats ou marins, 58 gens de métiers et engagés, 32 notables (gouverneurs, intendants, ingénieurs, chirurgiens, apothicaires, etc.) et officiers, 7 religieux. Pour la plupart d'entre eux, les noms des lieux de naissance ont pu être vérifiés et permettent de construire des « chemins de mémoire » régionaux ou micro-régionaux. Ces « chemins de la mémoire » peuvent être centrés sur un périmètre urbain, dans le centre-ville de Bordeaux par exemple, ou un circuit micro-régional, comme celui de la « Rivière Espérance » par exemple, de Bergerac à Sarlat, ou encore en Béarn, un circuit autour du baron Jean-Vincent d'Abbadie-de-Saint-Castin, originaire d'Escout, près d'Oloron-Sainte-Marie. Comment délimiter ces chemins et choisir les personnages majeurs ?

Si nous prenons l'exemple de la ville de Bordeaux, plusieurs possibilités s'offrent aux concepteurs de ces circuits patrimoniaux : concentrer l'information sur les relations entre l'Aquitaine et le Québec, associer les relations avec l'Acadie à celles que l'on peut retracer concernant le Québec, se focaliser sur les seules relations entre l'Aquitaine et l'Acadie, etc. Ces connexions sont de toute façon multiples, parce qu'elles concernent des administrateurs qui sont nommés successivement dans plusieurs colonies, des marchands et des négociants qui s'implantent en plusieurs lieux en établissant leurs enfants, des militaires dont les régiments sont affectés sur plusieurs territoires, au gré de l'évolution des conflits entre nations

10 Voir la collection des douze ouvrages « Ces villes et villages de France… berceau de l'Amérique française », réalisés par l'Association France-Québec, sous la direction de Janine Giraud-Héraud et Gilbert Pilleul entre 2002 et 2009.

européennes. Les choix des personnages à placer sur ces circuits peuvent donc être multiples et associés à plusieurs « chemins de la mémoire », selon le sens qui peut être donné à ces circuits, le sens que l'on veut leur donner.

Ainsi, un intendant contesté comme François Bigot (1703-1778), commissaire-ordonnateur à Louisbourg en 1739, qui arrive à Québec en 1748, devenant le premier fonctionnaire civil de la colonie, paraît incontournable, même si sa carrière est marquée par des scandales de corruption qui le conduiront à se réfugier en Suisse sous un nom d'emprunt. Mais un ethnologue ne saurait passer sous silence le père jésuite, missionnaire, Joseph-François Lafitau (1681-1746) qui s'installe à Sault-Saint-Louis de 1712 à 1717 et qui met en évidence les règles fondamentales de la parenté chez les Iroquois. On pourrait du reste commémorer en juillet à Bordeaux le 260e anniversaire de sa disparition. Mais on peut aussi retenir des négociants de Bordeaux ayant joué un rôle essentiel dans le commerce des ports de Louisbourg, de Québec, des Antilles, de Saint-Domingue : Jean Pa(s)caud, Antoine Castaing et Jean Castaing.

Ces trois derniers émergent à l'issue d'un travail de recherche en ethnographie historique qui met en évidence les liens commerciaux entre plusieurs villes de l'Amérique française, mais aussi anglo-saxonne et hispanique, les liens familiaux entre plusieurs familles qui se marient entre elles, échangent des conjoints, reproduisent des positions dominantes au sein de plusieurs économies portuaires et de négoce entre l'Aquitaine et l'Amérique française aux XVIIe et XVIIIe siècles[11]. Avec justesse, Jacques de Cauna introduit son ouvrage sur Saint-Domingue de la façon suivante : « L'Amérique des Aquitains ou l'histoire oubliée[12] », par rapport au vaste mouvement migratoire

11 Bernard Cherubini, « Les Acadiens en Guyane et Laffon de Ladébat : à propos de deux déportations et de l'affairisme bordelais dans les villes de l'Atlantique Nord et de la Caraïbe », dans *Dynamiques caribéennes. Pour une histoire des circulations dans l'espace atlantique (18e-19e siècles)* sous la direction d'Éric Dubesset et Jacques de Cauna, Bordeaux, PUB, « Maison des Pays ibériques », Biarritz, 2014, p. 121-146.

12 Jacques De Cauna, *L'Eldorado des Aquitains*, Biarritz, Atlantica, 1998, p. 11.

des Basques et des Béarnais vers l'Amérique au XIXe siècle qui serait « bien connu » et qui aurait donné lieu à de longs développements. Il existe de nos jours en Haïti de nombreux lieux-dits aux consonances gasconnes hérités des noms de propriétaires d'habitations (Labadie, Lalanne, Castaing, Laborde, etc.) qui étaient par ailleurs en lien par leurs familles avec la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, l'Acadie de l'Île Royale, voire, pour les périodes ultérieures, avec Cuba et la Louisiane.

De plus, les armements coloniaux étaient concentrés entre les mains d'un petit nombre de maisons dont « les affaires restent d'ailleurs fidèles à une orientation familiale sans que l'on puisse vraiment classer les négociants en groupes nationaux ou religieux[13] ». On peut citer ici la firme David Gradis et fils, Juifs d'origine portugaise, qui a armé 221 navires pour les colonies de 1718 à 1789, dont 10 pour la traite négrière. On sait que François Bigot, nommé en 1739 commissaire ordonnateur de Louisbourg, à l'Île Royale, avait signé un contrat avec David Gradis en juillet 1748 pour former une compagnie en vue de faire du commerce à Québec. Parmi les armements qui faisaient du commerce au départ de Bordeaux, on retrouve aussi les noms de Michel Rodrigue et de Jean Pascaud, qui prolongeront ces activités commerciales après la chute de Louisbourg, pouvant être ainsi recensés soit au sein de familles acadiennes, soit au sein de familles bordelaises. Jean Pascaud, négociant originaire de la paroisse de Saint-Michel de Bordeaux, était arrivé avec son frère Antoine Pascaud, marchand à La Rochelle, à Québec, vers 1750. Jean Pascaud avait épousé à Louisbourg en 1752, Elisabeth Hertel de Cournoyer, dont deux frères seront plus tard des officiers de Louisbourg, puis transférés au sein des garnisons de Cayenne à partir de 1764. Jean Pascaud sera aussi nommé procureur du roi à Louisbourg en 1758, puis à Cayenne en 1764[14].

13 Paul Butel, *Les négociants bordelais, l'Europe et les îles au XVIIIe siècle*, Paris, Aubier-Montaigne, 1974, 432 p. Voir aussi : Eric Saugera, *Bordeaux, port négrier (XVIIe-XIXe siècles),* Paris, Karthala, 2002, 382 p.

14 Bernard Cherubini, 2014, *op. cit.*, p.141

Avons-nous ici des personnages clés d'un éventuel projet de constitution d'un « chemin de mémoire » intra-muros dans la ville de Bordeaux ? Le travail initié par la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs et l'Office de tourisme de la ville de Bordeaux aboutit à un tout autre répertoire de héros connus ou inconnus de l'histoire de la capitale girondine avec la Nouvelle-France. Le résultat du travail entrepris par le comité de pilotage du projet mis en place par la ville de Bordeaux diffère de celui qui aurait pu être proposé par un comité plus recentré sur les liens entre la ville de Bordeaux et l'Acadie. D'où l'intérêt qu'il peut y avoir à comparer ces choix du point de vue des différentes logiques convoquées lors de ces opérations de marquage des territoires urbains ou non urbains.

En tant que porteur de projet, l'Office de tourisme de la ville de Bordeaux s'est saisi de la perspective de construire un circuit piétonnier intra-muros, au départ de la place de la Bourse, ancienne Place Royale, reliant les principales paroisses, le long du fleuve, dont étaient issus les « pionniers de la Nouvelle-France ». Le comité de pilotage du projet a proposé un chemin de mémoire intitulé « Chemins du Québec. Sur les traces de la Nouvelle-France : les lieux de mémoire québécois à Bordeaux » (mai 2016), organisé autour de quatorze lieux représentatifs de cette épopée bordelaise au Québec dont l'église Sainte-Croix et la basilique Saint-Seurin qui ont accueilli « les prières et les espoirs de ceux qui partaient sur les flots », devant des vierges de dévotion, dans la petite chapelle de Notre-Dame de Bonne-Espérance pour ce qui est de Saint-Serein, dans la chapelle du transept sud pour Sainte-Croix, qui est une ancienne abbatiale bénédictine, ainsi que la basilique Saint-Michel, paroisse du port près des quais, autre lieu de dévotion pour les marins en partance pour la Nouvelle-France, qui possède une vierge à l'enfant montée sur une proue de navire[15]. L'église Saint-François-

15 Les détails de ces « Chemins du Québec », présentés ici, sont extraits d'un document de travail non diffusé réalisé sous la direction de Philippe Prévôt, directeur de l'office du tourisme de Bordeaux, disponible désormais sous une forme simplifiée auprès de l'Office du tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole. Nous ne donnons ici qu'un aperçu des choix effectués par le comité de pilotage pour

Xavier, aujourd'hui dédiée à Saint-Paul, rue des Ayres, figure aussi sur ce circuit car le sol fut le lieu de sépultures de plusieurs jésuites marquants, dont Joseph-François Lafitau, décédé à Bordeaux en 1746, et inhumé dans la crypte. Le noviciat des Jésuites, rue du Noviciat, proche de l'église Sainte-Croix, datant de 1612, est un autre lieu de mémoire du circuit car au moins trois Pères jésuites sont partis pour la Nouvelle-France : Florent Bonnemère, Jean-Baptiste Chardon et Jean-François Lafitau qui exerça son apostolat chez les Iroquois, et rédigea plusieurs ouvrages d'ethnologie.

Le musée des Arts décoratifs et du design, rue Bouffard, fait partie de ce circuit car y est exposée une œuvre de Marc-Antoine Leblond de la Tour (1668-1744), peintre officiel de l'hôtel de ville de Bordeaux, de 1690 à 1735, qui avait deux frères partis pour la Nouvelle-France : Jacques, prêtre, chanoine, puis curé de Baie-Saint-Paul, dans la région de Charlevoix ; Louis-Pierre, ingénieur du roi, parti au Québec, passé par la Louisiane où il dessina la ville de la Nouvelle-Orléans en 1715. Si l'on se focalise sur les personnages retenus pour illustrer la présence des familles de notables bordelais au Québec, il faut citer François Bigot, intendant de la Nouvelle-France de 1748 à 1763, dont le nom est évoqué avec la rue Bigot, mais dont l'origine est liée à son père Jean-Amable de Bigot, conseiller au parlement, à l'origine de la fondation en 1743 de l'ancien Hospice des Incurables, situé sur l'actuelle place de la Victoire, sur l'emplacement de l'ancienne faculté de médecine ; Jean-André Lamalétie, dont la maison datant de 1760 est située au 41 rue de la Rousselle ; Mathieu-Martin de Laubardemont, dont l'hôtel particulier se situe au 40 rue du Chapeau Rouge, trésorier général de France et secrétaire su roi ; Jean-Antoine Debout, fils d'un notaire royal bordelais, qui partit s'installer en Nouvelle-France vers 1740 ; mais aussi Thomas Lee, descendant des familles catholiques irlandaises persécutées qui se sont réfugiées à Bordeaux en 1603, qui ont bâti un collège dit « des Irlandais » au 3 rue Du Hâ, où une plaque en fonte a été placée sur la façade.

décliner ce circuit piétonnier autour de plusieurs bâtiments emblématiques de cette histoire bordelaise et québécoise.

Il faut bien entendu comprendre certains choix en fonction des itinéraires déjà existants qui correspondent à une durée de visite et de déplacement autour de quelques rues emblématiques du centre-ville et en fonction de l'intérêt que présentent certains lieux pour leur densité d'information architecturale, historique ou esthétique. Ainsi, un passage devant la maison où serait né le père Lafitau, même si une plaque commémorative y était scellée, ne peut remplacer la visite de l'actuelle église Saint-Paul où se trouve sa sépulture, plus apte à évoquer sa carrière de missionnaire et celle de la compagnie. Ce type de choix privilégie des lieux déjà documentés pour d'autres circuits du patrimoine bordelais et s'impose aux yeux du comité de pilotage du projet des « Chemins du Québec » qui entend susciter un intérêt pour les touristes nord-américains au-delà de leurs ancêtres et du contexte du peuplement de la Nouvelle-France. Une logique touristique reste toujours en concurrence avec une logique mémorielle et patrimoniale qui ne peut prendre appui que sur ces seuls chemins de mémoires.

L'ingénierie d'un chemin de mémoire de ce type doit être rapprochée de celui qui a été mis en place en 2015 au sein de la ville de La Rochelle : « Les Chemins vers le Québec », avec un guide ou avec un dépliant et une application mobile qui vous permet de vous laisser guider vers les lieux emblématiques retenus par l'office de tourisme de La Rochelle (quinze points pour une heure trente de balade en solo). Chaque station est signalée par une « Louise, fille du Roy » : quatorze lieux de mémoire des relations entre La Rochelle et Québec, de 1608 à 1763. « Aucun autre port du royaume n'a armé autant de navires pour le Canada. Les relations sont encore bien vivantes de nos jours et l'histoire toujours vivante dans les esprits » précisent les concepteurs de ce « parcours Québec », autant de motivations qui manquent sans doute encore à une ville comme Bordeaux pour la réalisation concrète de son circuit du Québec en centre-ville.

Un « devoir de mémoire » et une autre histoire de la colonisation de l'Amérique

Replacer l'Aquitaine, Bordeaux, le Béarn, la Dordogne ou le Pays basque à l'intérieur du « fait acadien en France » ne peut se faire indépendamment de la puissance symbolique que représente le marquage de l'espace mémoriel québécois et acadien en Poitou-Charentes[16]. Ce marquage est à la fois celui des commémorations qui se sont amplifiées depuis 2004 (Acadie) et 2008 (Québec) mais aussi des souvenirs de l'enseignement scolaire dès le plus jeune âge. La façon dont l'histoire est enseignée met en exergue le rôle des découvreurs, par exemple Jacques Cartier qui remonte le Saint-Laurent en cherchant le passage vers la Chine à partir de Terre-Neuve en 1535, ou encore René Cavelier de La Salle pour la Louisiane en 1682. Cette histoire retient aussi le rôle des fondateurs : Dugua de Mons, pour Port-Royal en Acadie en 1604, Samuel de Champlain pour la ville de Québec en 1608. De ces quatre héros de la Nouvelle-France, on retiendra qu'il s'agissait de personnages historiques originaires de Saint-Malo, de Rouen, de Saintonge, de Brouage, et pas de l'Aquitaine, de la Guyenne ou de la Gascogne.

L'école publique enseigne « l'histoire de France » avec l'histoire de ses colonies, réduite le plus souvent à la conquête, puis à la décolonisation. On retient donc les prises de possession et les fondations autour des faits d'armes et d'administration de Dupleix pour les comptoirs en Inde, de Galliéni pour Madagascar ou encore de Savorgnan de Brazza pour l'Afrique intérieure. Jusqu'à une époque assez récente, « le bon temps des colonies » est raconté aux écoliers dans le but de consolider une identité nationale et une cohésion nationale à travers une vision très sommaire du modèle colonial d'assimilation, reposant sur la coexistence de personnes de statut inférieur qui n'avaient pas le statut de citoyen. L'imaginaire colonial s'est forgé sur le refus d'appréhender la question coloniale dans le cadre de la construction de l'État-nation. La pensée et l'historiographie nationale ne peuvent plus faire l'économie de cette réalité coloniale. La colonisation française ne peut plus rester,

16 Bernard Cherubini, 2010, *op. cit.*

comme le dit Marc Ferro « une histoire inaudible », avec ses tabous, « l'impensé de la race » (Achille Mbembe), l'autocensure des citoyens et la censure des autorités[17].

Le travail de mémoire est redevenu d'actualité avec le constat fait au niveau des écoles, auprès de la frange de la population « issue de l'immigration », de l'absence de l'histoire de l'immigration des enseignements transmis jusqu'au secondaire, même si certains efforts ont été faits pour traiter de celles de la colonisation et de la décolonisation. Mais ce traitement de l'immigration et de la colonisation reste encore tellement imprécis qu'il entraîne un flot de frustrations, nourrit une « fracture ressentie » et de forts sentiments d'exclusion. La glorification des batailles et des héros coloniaux, imposant aux primitifs et archaïques indigènes non civilisés, la suprématie du système colonial, ne passe plus. De la même façon, l'héritage colonial ne se résume pas pour la Nouvelle-France aux récits héroïques de « coureurs de bois » comme Radisson. Les régionales des comités France-Québec ont bien compris que la recherche généalogique servait aussi à replacer les histoires de pionniers de la Nouvelle-France dans une série de récits qui rendent compte de la quotidienneté des départs, des installations, de la construction d'un nouveau « monde de vie ». Bien entendu, il ne s'agit pas de nier l'existence d'une hiérarchie sociale, fondée sur la présence des notables, des aristocrates, des gros marchands, des négociants, des administrateurs, des officiers, qui occupent des positions sociales supérieures, par rapport aux simples marins, laboureurs, artisans, soldats que constituent la majorité des habitants de la Nouvelle-France. Mais des pans entiers de cette histoire sont à faire connaître des deux côtés de l'Atlantique, au fil des découvertes généalogiques et de la localisation précise des lieux de mémoire qui sont associés à tous les membres de ces familles-souches.

17 Marc Ferro et Achille Mbembe cités dans *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial* sous la direction de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, Paris, La Découverte, 2005, p. 139-153.

Un « circuit de la mémoire » autour de Blaye présente aussi un intérêt certain, avec la citadelle de Blaye, inscrite depuis 2008 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, parmi les douze Fortifications de Vauban (1633-1707) retenues au titre des chefs-d'œuvre artistiques et techniques. Plusieurs associations girondines se sont ainsi intéressées au capitaine Pierre Morpain, flibustier, corsaire à Saint-Domingue qui ravitaillait les Acadiens par ses prises vers les côtes de la Nouvelle Angleterre dans les années 1706-1708, capitaine du *Port de Louisbourg* en juin 1715. Il est né à Blaye le 2 février 1686. C'était le fils d'un homme d'affaires et dignitaire local de Blaye en Guyenne, ancien jurat, marchand et bourgeois, dont la famille semble originaire du Bordelais et du Blayais. Il avait épousé Marie Damours de Chauffours en 1709. Après la chute de Port-Royal, il avait installé sa famille à Plaisance en 1711. Il mourra à Rochefort en août 1749[18]. Outre Nicolas-Roch de Ramezay, déjà cité, qui peut être intégré dans ce circuit du Blayais, on peut citer plusieurs habitants de la Nouvelle-France originaires de Blaye qui ont été inventoriés par les travaux de généalogie de la Commission Franco-Québécoise sur les Lieux de Mémoire Communs : Pierre Aymard ou Haimart ou Hemart, né vers 1690, marié à Marie Lalande à Lachine en 1706, qui était soldat de la Cie du sieur de Lorimier, pionnier du Fort Pontchartrain, en 1707 mais qui retournera à Lachine en 1711, puis à Châteaugay ; Pierre Bernard, né en 1710 à Lortier-de-Blaye, marié à Catherine Lestrange à Louisbourg en 1732 ; Pierre Gervais, né vers 1649, paroisse saint-Romain, marié à Marie-Anne Blain, à Québec en 1665, qui s'est établi à Sainte-Famille, sur l'île d'Orléans, revenus en France en 1766 ; ou encore Pierre Tousignant, soldat du régiment du Poitou, baptisé en 1641, paroisse Saint-Romain, marié à Marie-Madelaine Philippe, fille du Roy, qui s'établira dans la seigneurie de La Poterie en 1767, puis de Lotbinière en 1686. Il est l'ancêtre des Tousignant, Barabé, Lapointe, Lemay.

Mettre en place des « chemins de mémoire » recentrés sur l'histoire des liens entre l'Aquitaine et la Nouvelle-France nécessite

18 Claude Massé, « Pierre Morpain, capitaine du port de Louisbourg », dans *Histoire Québec*, vol. 9, nº 3, février 2004, p. 14-18.

donc de faire des choix, à commencer par celui de mélanger ou pas les « familles-souches » du Québec et de l'Acadie, de mélanger ou pas des événements concernant l'Acadie et le Québec. Il est clair dans les choix effectués par le comité de pilotage du projet des « Chemins du Québec » à Bordeaux que le peuplement de l'Acadie avec ses multiples péripéties, de Port-Royal à la chute de Louisbourg, en passant par le Grand Dérangement et l'histoire de la colonie de Plaisance, n'est pas très distinctement spécifié dans un repérage des lieux de mémoire qui concerne avant tout le Québec. Une entrée « acadienne » est proposée par l'une des membres de ce comité autour de la bataille de la Restigouche, dans la baie des Chaleurs, au prétexte que l'un des navires sabordés le 8 juillet 1760, la frégate *Le Machault*, avait dans sa cargaison des artefacts venant de magasins de Bordeaux.

On peut en revanche concevoir des « chemins de mémoire » qui seraient recentrés sur l'Acadie à Bordeaux. Mais la probabilité de voir ces circuits émerger reste liée à la progression de l'intérêt des Aquitains pour cette autre histoire de la Nouvelle-France, dont nous avons rappelé qu'elle reste associée à celle des Antilles, de la Louisiane, de la Guyane, et probablement plus à celle du Pays Basque que du Bordelais[19]. Rappelons alors que les travaux de Barbara Schmeisser ont montré que la population de Louisbourg (1713-1758) était principalement originaire de Guyenne-Gascogne (17%), de Bretagne (20%), de Normandie (19%), très peu de Saintonge (4%), Poitou (4%) ou Aunis (3%), que 42% de la population masculine mariée de Louisbourg était originaire du Sud de la France. Bien entendu, les plus mobiles étaient les militaires (516 en 1737) et les pêcheurs engagés (17% de la population civile de Louisbourg : 250 sur un total de 1463 habitants en 1737)[20].

Plusieurs des familles qui vont être évoquées par la suite se retrouvent ainsi parmi les habitants recensés par Barbara Schmeisser lorsqu'elle a tenté de reconstituer la liste des familles

19 Voir dans Cherubini, 2010 et 2014, *op. cit.*

20 Barbara Schmeisser, *The Population of Louisbourg (1713-1758*), rapport., s.l., 1976, 53 p.

de Louisbourg entre 1722-1745 et 1749-1758. On y retrouve, entre autres, Pierre Carrerot, Philippe Carrerot, Pierre André Carrerot, Jean Castaing, Pierre-Antoine Castaing, Michel Daccarette, Michel Daccarette fils, Jean Daccarette, Michel Gannes de Falaise, Thomas Jacau, Bernard Lafitte, Guillaume Lartigue, Joseph-François Lartigue, Joseph Lartigue, Jean Pascaud, Jean-Baptiste Rodrigue, Antoine Rodrigue, Michel Rodrigues, Pierre Rodrigue.

Des « chemins de mémoire » de l'Acadie à Bordeaux ?

La ville de Bordeaux est ainsi concernée par trois types de situations durant la période considérée : l'accueil ponctuel ou plus durable des réfugiés de l'Acadie bénéficiant ou non des secours du roi puis de la République ou de l'Empire (Lafitte, Haché, etc.), des liens commerciaux unissant des familles d'armateurs, de négociants, d'administrateurs (Bigot, Gradis, Laborde, Dacarrette, Lartigue, Pascaud, Morpain), des projets de développement au sein desquels des familles bordelaises ont pu se retrouver engagées, dans un contexte de société esclavagiste ou d'abolition de l'esclavage (Laffon de Ladébat, Rochereau, Lailheugue).

Très peu d'Acadiens semblent s'être fixés à Bordeaux durant la période 1755-1804, du début du Grand Dérangement à l'indépendance de Saint-Domingue, qui fixera la liste des derniers secours attribués aux réfugiés en lien avec cette odyssée. Claude Massé cite toutefois le cas des passagers de *L'Américain* (« L'Ameriquain des Cayes de Saint-Louis »), arrivé à Bordeaux le 10 octobre 1763, parti de Saint-Domingue pour « aller prendre à la Nouvelle-York et à Boston ceux qui se trouveraient à porter de s'y embarquer », qui aurait ramené seize hommes, femmes et enfants, originaires de Beaubassin (Paul Deveaux et Marguerite Buot, avec cinq enfants, Marie Buot, sœur de la précédente, veuve de Vincent Deveaux, Joseph Leblanc et Marie Brun, avec deux enfants, Marie-Madeleine Buot, Paul Deraier ou Derayer, Michel Haché-Gallant et son fils Joseph, Pierre Braut qui épousera plus tard Marie Deveaux, fille de Vincent Deveaux et Marie Buot)[21].

21 Claude Massé, « L'odyssée peu connue de quelques familles acadiennes déportées

D'après Claude Massé, Michel Haché était le doyen des Acadiens de Bordeaux, né en 1691, marié à Grand-Pré avec Madeleine LeBlanc. Il était passé de Beaubassin à l'île Saint-Jean avec sa famille en 1720. Il meurt à son domicile rue Sainte-Croix, à l'âge de 73 ans. Son fils Joseph, charpentier de marine, a épousé Anne Comeau, fille de Pierre Comeau et d'Elisabeth Lord, à Rauzan, là où s'était installé auparavant son second mari Pierre Deraier. Selon Claude Massé, dix ans après le retour de l'Américain, ces familles implantées à Bordeaux se sont intégrées dans un quartier qui regroupait les marins et charpentiers de marine (rue du Moulin, rue Carpenteyre)[22].

La ville de Bordeaux a été aussi un lieu de passage pour des Acadiens de retour des Malouines. Claude Massé a ainsi retrouvé la trace d'un retour effectué en septembre 1771 avec parmi les passagers « Jean Cyr, né vers 1711, époux de Marie-Joséphe Hébert depuis 1737, réfugié à Saint-Malo depuis le 1er octobre 1758, parti de cette ville en 1765 sur *L'Aigle*, avec cinq enfants pour les Falkland[23]. Enfin, Bordeaux a aussi accueilli des familles acadiennes passées par l'Ile Royale et Saint-Pierre Miquelon comme celle de Bernard Lafitte, parti comme charpentier de marine à Louisbourg en 1754, ville où il épouse Elisabeth Tallard, fille d'un pêcheur de Port-Dauphin, le 13 novembre 1755. Deux de ses fils seront recensés à Bordeaux, au 44 quai des Chartrons en 1796 : André Lafitte, né le 30 octobre 1764, et Louis-Joseph Lafitte, né le 18 décembre 1774. Bernard Lafitte possédait une maison à Louisbourg en 1758. On le retrouve en 1776 sur la liste des habitants de Saint-Pierre, puis des réfugiés à Rochefort en 1778. Il revient à Saint-Pierre en 1783, refait sa fortune comme commerçant, puis négociant, associant son

dans les colonies anglaises d'Amérique qui ont désiré et réussi à revenir en France après le traité de Paris (1763) », dans *Racines et Rameaux Français d'Acadie,* n°5, août 1991, p. 3-8.

22 *Ibid.*

23 Claude Massé, « L'odyssée peu connue de quelques familles acadiennes déportées dans les colonies anglaises d'Amérique qui ont désiré et réussi à revenir en France après le traité de Paris (1763) – suite », dans *Racines et Rameaux Français d'Acadie,* Bulletin n°8, janvier 1993, p. 3-5.

fils André à ses affaires, jusqu'à la nouvelle prise de Saint-Pierre en 1793, qui les verra à nouveau rapatriés en France[24].

Les projets de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs centrés sur le tourisme culturel passent par la réalisation de nouveaux circuits culturels et mémoriels balisés tant en France qu'au Québec et supportés par de nouveaux moyens de communication (supports numériques, téléphones intelligents, etc.) mais ne pourront pas se passer des avancées de la recherche en ethnographie historique, patrimoine culturel matériel et immatériel et sans doute aussi en anthropologie du tourisme. Rétablir la destinée de ces familles de réfugiés acadiens à Bordeaux nous conduit par conséquent à renouer les fils d'une histoire coloniale qui s'organise autour de relations interfamiliales concernant les Petites Antilles et Saint-Domingue, Cuba, la Louisiane, la Guyane, les Malouines, l'Acadie, Plaisance, Louisbourg, etc. Nous considérons ainsi qu'il faut cesser de voir Louisbourg comme « un monde à part », en dehors du système social acadien, pour aborder les liens qui se sont établis sur le plan économique et familial, entre familles de réfugiés, familles militaires, de pêcheurs, de commerçants, d'administrateurs, dans une période particulièrement dense sur le plan des événements militaires et diplomatiques, sur le plan des déplacements de population. Ces données historiques, généalogiques, anthropologiques, peuvent venir enrichir un patrimoine commun documentaire entre le Poitou, l'Aquitaine, du Blayais jusqu'au Béarn et au Pays basque, l'Aunis, les Charentes, et l'Amérique du Nord, pour de futures recherches pluridisciplinaires et collaboratives interuniversitaires.

24 Claude Massé, « La famille Lafitte (Béarn, Louisbourg, Saint-Pierre) », dans *Racines et Rameaux Français d'Acadie,* n°14, mai 1996, p. 11-14 ; Gérard Scarvennec, « Familles Lafitte Talbot (suite) », dans *Racines et Rameaux Français d'Acadie*, n° 16, mars 1997, p. 18-19.